

**DÉCLARATION**

***Pour dénoncer l'esprit du suprémacisme, l'hypocrisie, voire le cynisme qui caractérise la diplomatie des puissances occidentales vis-à-vis de l'Afrique noire.***

Dans une déclaration conjointe en date à Lomé du 11 mai 2021, le Groupe des 5 composé des ambassades de France, de la République Fédérale d'Allemagne, et des États-Unis d'Amérique, de la Délégation de l'Union Européenne, et de la Coordination du Système des Nations Unies au Togo, se référant à une réunion avec la Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) tenue le 4 mai 2021, dit avoir « exhorté cette dernière à ne plus publier de communiqués attribuant des déclarations non vérifiées à des membres du G5 et l'a encouragée à participer au processus de concertation organisée par le Gouvernement ». Les responsables de la DMK apportent déjà des réponses appropriées à cette partie de la déclaration les concernant.

Poursuivant dans leur déclaration, les membres du G5 disent saluer « le processus de concertation en cours et appellent toutes les forces politiques togolaises à y participer ».

Cette exhortation fait froids dans le dos des Togolais, et ce, à plus d'un titre. C'est une véritable insulte à l'intelligence des Togolais, et cela est révélateur de l'hypocrisie, voire du cynisme qui caractérisent la coopération entre les différents États et systèmes dont relèvent ce groupe et les dirigeants actuels du Togo, ceci au détriment de la grande masse des Togolais.

Les membres du G5 ont toujours exhorté les acteurs sociopolitiques à participer à des concertations organisées par le pouvoir, mais qu'est-ce que cela a pu donner concrètement dans la résolution de la crise togolaise ? Pire, par cette manière de procéder, la crise politique ne fait que s'enliser davantage, avec des conséquences dramatiques au quotidien sur le social, l'économie, le développement du Togo, ainsi que sur les droits de l'homme, les libertés civiles et politiques des Togolais. Et ces membres du G5 le savent ; que ce semblant de stabilité et de paix imposées ne fait que raviver les rancœurs de la masse qui croupit dans la misère.

L'exemple le plus éloquent de ce cynisme et de cette hypocrisie est qu'en ce qui concerne la dernière élection présidentielle du 22 Février 2020 au Togo, l'Union européenne avait refusé de déployer ses observateurs parce que ce processus électoral n'offrait pas de garanties de transparence et d'intégrité. Le Département d'État américain a émis de sérieux doutes sur la crédibilité, la transparence et l'intégrité de tout le processus électoral, et a demandé au gouvernement togolais de prendre des mesures afin d'accroître la transparence et la confiance de tous en les résultats finaux en procédant à la publication des résultats « bureau de vote par bureau de vote ». La société civile, notamment la Conférence des Évêques du Togo (CET), a demandé le rétablissement de la vérité des urnes. Cependant, rien n'est fait à ce jour.

Le peuple togolaise a été très surpris quand, après coup, cette même Union européenne et certains de ses membres envoient des lettres de félicitations au président Faure Gnassingbé qui a été déclaré élu à l'issue de ce scrutin qui fait encore l'objet de contestations par toutes les forces démocratiques en lutte au Togo.

En lieu et place d'être aux côtés du peuple togolais martyr dans sa noble et juste aspiration à la liberté et à l'État de droit, et d'avoir un langage franc et sincère à l'égard du régime prédateur des libertés, ces membres du G5 viennent encore, par ce communiqué aux allures du mépris et du colonialisme, créer dans l'esprit des Togolais une véritable crainte, au point qu'on pouvait légitimement se poser la question de savoir si ces membres du G5 ne sont pas complices de la situation désastreuse que vivent encore les Togolais. Cependant, le peuple togolais a su décoder le message et saura désormais compter sur ses propres forces en prenant son destin en main pour se libérer des geôles de la dictature.

Face aux journalistes lors de son bilan des 100 jours à la tête de l'exécutif américain, le président **Joe Biden**, parlant de son homologue russe Vladimir Poutine, a traité de criminel ce dictateur qui a tenté l'élimination physique de son opposant Alexeï Navalny, ce qui correspond à un langage de vérité au regard des évidences d'empoisonnement dont a été victime le principal opposant au président russe. Il s'en est suivi des sanctions ciblées contre plusieurs officiels russes et d'autres sanctions contre Moscou venant des USA et de l'UE après cette atteinte à l'intégrité physique, voire à la vie, en violation des dispositions de la déclaration universelle des droits de l'homme et du pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ces puissances occidentales ont observé la même fermeté vis-à-vis du dictateur de la Biélorussie et leur soutien à l'opposition biélorusse est resté considérable.

Pendant, face aux dictateurs de l'Afrique noire, ***surtout francophone***, les réactions ne sont pas les mêmes. Ces puissances sont soit indifférentes, soit font des sorties laconiques sans effets, couplées d'un langage diplomatiquement hypocrite et fort intéressé. À la différence des suprémacistes qui tuent les noirs pour la couleur de leur peau, il existe une forme plus subtile aux allures diplomatiques qui fait de la race noire une race qu'on penserait à tort ne pas être digne de vivre avec des principes et valeurs de démocratie, d'État de droit et des droits de l'homme. ***Il est temps d'arrêter et de faire arrêter ces comportements abjects, indignes et ignominieux qui font croire que le respect de la dignité de l'homme et l'autodétermination des peuples est un luxe pour les seuls pays occidentaux, mais une denrée rare pour les peuples africains. La coopération internationale doit servir le plein et entier épanouissement de tous les peuples de tous les États ; elle ne doit pas être utilisée pour asseoir la suprématie des uns dans l'asservissement et l'avilissement des autres. Non !***

Sinon, comment peut-on expliquer cette forme de ségrégation avec des exemples qui font légion : en Guinée Conakry, Alfa Kondé a mis en prison les opposants politiques qu'il fait tuer un à un. En Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara a traqué ses opposants pour se donner un mandat de trop. Au Togo, Faure Gnassingbé s'est offert un 4<sup>ème</sup> mandat sur fond d'irrégularités, d'illégalité, de contestations, de restrictions des espaces de libertés et de violences politiques. Au Tchad, feu Idriss Déby, avant sa mort, a tenté d'éliminer physiquement son principal adversaire à l'élection présidentielle. Après sa mort, son fils s'impose à la tête du pouvoir.

Et face à toutes ces persécutions dont sont victimes les opposants de l'Afrique noire, les puissances occidentales se contentent des communiqués pour flouer les peuples africains et rien de plus. Les suites réservées par ces puissances occidentales vis-à-vis de la crise politique issue de l'élection présidentielle du 22 février 2020 au Togo en est la parfaite illustration.

C'est l'occasion d'exhorter les puissances occidentales à réviser leur position vis-à-vis de l'Afrique noire en changeant leur paradigme, car la jeune génération africaine, consciente et vigilante, ne se laissera pas faire.

*Fait à Lomé, le 13 Mai 2021*

**M. Monzolouwè B. E. ATCHOLI KAO**

**Me Raphaël N. KPANDE-ADZARE**